

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi: de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1609 - 18 juillet 1991 - 10,50 F

D 1609 PÉROU: BILAN DE L'ACTION DE L'ÉGLISE DANS LE SUD ANDIN

Depuis le début des années 70, c'est avec une constance impressionnante que la poignée d'évêques courageux de l'altiplano du Sud-Andin investit les énergies de l'Eglise catholique dans les milieux indiens de la région et renouvelle ses solidarités avec la cause paysanne (cf. DIAL D 394, 551, 1162 et 1349). Cela lui a valu et lui vaut toujours l'inimitié des milieux possédants et, ces années-ci, la fureur destructrice de "Sentier lumineux".

Le 3 mai 1991 les quatre évêques du Sud-Andin publiaient un nouveau document intitulé "Unissons-nous pour la vie et la paix". Dans ce long texte, publié ci-dessous, ils rappellent la situation de violence armée et de répression qui s'est emparée à son tour de cette région du pays, mais aussi et surtout la soif de paix en dépit d'une agressivité montante chez les gens. Ils redisent une nouvelle fois l'impérieuse nécessité d'une redistribution équitable des terres. C'est tout à la fois un cri, un bilan et un appel: le cri des populations indiennes réduites au silence, le bilan d'une "conversion aux pauvres" des forces vives du catholicisme de la région, et l'appel au sursaut national dans l'effondrement social, économique et politique qui est celui du Pérou d'aujourd'hui. C'est déjà en ce sens que plus de mille prêtres et religieuses s'étaient exprimés quelques mois plus tôt (cf. DIAL D 1566).

Note DIAL

UNISSONS-NOUS POUR LA VIE ET LA PAIX!

Document de l'Eglise du Sud-Andin

Introduction

Nous unir pour la défense de la vie et de la paix est une nécessité criante de notre peuple dont la vie, en particulier celle des plus pauvres, est un "vendredi-saint" qui nous questionne, nous blesse et nous appelle à le dépasser pour célébrer la vie qui est victorieuse de la mort.

Nous savons que tant de douleurs, de souffrances et de morts ne sont pas la volonté du Seigneur, mais bien la conséquence de mesures économiques injustes et répétées exigeant toujours plus de sacrifices de la part de ceux qui ont moins. Mesures aggravées par ceux qui, au lieu de partir des valeurs et du développement des régions andines et de leurs cultures, sèment la terreur, la souffrance et la mort.

Cette situation, ce peuple crucifié en long "vendredi-saint", questionne notre foi, notre être chrétien, notre position de disciples d'un Dieu qui veut la vie et la défend. Qui est capable de donner sa vie pour tous, pour nous montrer son amour. Qui passe par la souffrance et la mort mais qui ressuscite pour nous montrer le chemin, la vérité et la vie. Qui nous invite en permanence à combattre tout ce qui est synonyme de douleur, de souffrance et de mort injuste, ainsi qu'à célébrer la vie qu'il désire en abondance pour nous tous.

D 1609-1/11

Tout au long de ce mois de mai, en rural et en urbain, nous nous sommes rassemblés auprès des croix qui jalonnent nos montagnes. Nous l'avons fait pour célébrer les récoltes, la vie passée par la mort pour nous donner une nouvelle vie. Nous l'avons fait pour nous réjouir aussi au milieu de tant de problèmes. Pour dire merci de la réalisation de ce qui a été fait dans l'effort et le travail. Pour rêver d'autres réalisations possibles au plan personnel, familial et de l'ensemble du peuple grâce à nos volontés et efforts conjoints.

C'est pourquoi, comme membres du peuple sud-andin souffrant et festif, comme membres et pasteurs de l'Eglise sud-andine cherchant à être fidèles à leur Maître, nous redisons que *"les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ"* (Gaudium et spes).

Cela nous amène à nous adresser à vous, croyants comme non croyants au Dieu de la vie, mais surtout à ceux qui exercent de hautes responsabilités sociales, politiques et militaires, ainsi qu'aux groupes insurgés, aux partis, groupements et associations, pour qu'ensemble nous réagissions et nous ne cessions pas de nous laisser interpellé par cette réalité d'injustice et de péché. Il faut renouveler nos esprits et nos coeurs; il faut écouter le cri du peuple qui est fatigué de la souffrance et de la mort, qui est désireux par son travail de refaire le pays, que ce soit dans les Andes ou ailleurs, en oeuvrant au développement et à la paix, en célébrant la vie.

Que la croix de mai nous rassemble cette année pour mieux travailler à la paix et célébrer la vie!

I. Le grand problème: vivre

1) Témoignages du peuple

- Lamentable et triste - *"Là où nous vivons, le plus lamentable et le plus triste, c'est la violence et le coût de la vie, très sérieux en ce moment. Il n'y a pas d'emploi. Les médicaments sont hors de prix."* (Un paysan)

- Pas de travail, pas d'argent - *"Les autorités sont responsables de ce qu'il n'y a pas de travail et pas d'argent, ce qui est la base de tout. Les banques agricoles n'accordent pas vraiment des prêts aux communautés paysannes. Prêter, pour ça elles prêtent un peu. Mais qu'est-ce qu'on peut faire avec ça."* (Un paysan)

- Où prendre l'argent? - *"A la maison on n'y arrive plus. Tout le monde demande des sous. Mais où va-t-on les prendre? J'ai envie de pleurer quand je vais au marché."* (Une femme de quartier populaire)

- Des petits pains à vendre - *"J'ai trois enfants en bas âge. Mon mari on l'a tué. Je n'arrive plus à faire face. Je vends des petits pains. Rien que ça. Et c'est tout..."* (Une veuve)

- Les enfants aussi - *"Presque tous les gens de la communauté sont partis d'ici pour pouvoir vivre. Ils sont partis à la mine. Les enfants ne vont même plus à l'école. On n'a pas les moyens. On est condamné à s'en aller. Il ne reste plus ici que les femmes et les vieux, c'est tout."* (Une paysanne)

- Cirer les souliers - *"Oui, j'ai encore mes parents, mais ils travaillent à l'exploitation agricole. Moi je n'ai que les souliers à cirer pour vivre. Mais mon uniforme scolaire et mes cahiers, je ne peux pas me les acheter."* (Un enfant)

- Liste noire - *"Certains dirigeants sont sur la liste noire. Le terrorisme, ça existe ici. Du jour au lendemain on peut se réveiller mort. Du côté du gouvernement aussi il y a des menaces. Ils mettent certains dirigeants sur la liste noire. C'est une affaire sérieuse car il y a des gens qui disparaissent et on ne sait pas pourquoi."* (Un paysan)

- Prêts à tout casser - *"Nous ne savions pas quoi faire. Ils sont entrés en tapant du pied dans la porte. Ils étaient prêts à tout casser. Ils voulaient trouver des armes*

chez nous. Ils nous ont volé le peu d'argent qu'on avait, la radio, la bicyclette et d'autres choses. Ils voulaient même brûler la Bible car ils disaient qu'elle était subversive." (Opération de police militaire dans une communauté paysanne)

- Pire que les animaux - "Les jeunes dans les casernes, on y apprend tout... Ils nous traitent pire que les animaux... On ne peut rien dire, mais si vous saviez ce qu'ils nous font... Là, tu n'as plus qu'à survivre. Ni amis, ni rien. Rien que survivre..." (Un jeune renvoyé de l'armée)

- Bétail volé - "On nous a pris nos bêtes. Ils se sont fait passer pour le Sentier lumineux. Ils nous ont ligotés et nous ont menacés. Et ils nous ont tout pris. Mon père ils l'ont presque tué." (une victime de voleurs de troupeaux)

- Ont-ils du coeur? - "C'était le 13 octobre 1989 à 9 H du soir environ. Quand le chien s'est mis à aboyer, je me suis levée. Les trois étaient déjà dans la cour. Quand je suis arrivée ils m'ont aussitôt mis le canon de leurs armes sur la poitrine... Mon mari ils l'avaient ligoté et l'avaient emmené sur la place. C'est là qu'ils les ont assassinés... Mon mari avait réussi à se sauver en direction d'une autre maison. Ils l'ont tiré à la tête. Ils ont tiré d'une seule main. Comment peuvent-ils faire ça? Qu'est-ce qu'ils ont là-dedans? Quel mal avait mon époux? Il n'avait rien fait." (Une veuve d'un paysan assassiné par le Sentier lumineux)

- Il faisait ses études et aidait la communauté - "Comme dirigeant il a fait le bien dans la communauté. C'est pour ça qu'ils l'ont tué." (Famille d'un assassiné par le Sentier lumineux)

- Le gérant de l'exploitation et les soldats - "Le gérant de l'exploitation est arrivé en compagnie de soldats. Il avait fait venir les militaires. Ils étaient armés... Nous, on n'avait rien. On était installé pacifiquement dans nos terres qu'on avait prises... Pedro s'est avancé pour dialoguer. Mais ils l'ont tué. Comme ça. Ils l'ont tué sous nos yeux." (Assassinat de paysan par l'armée)

- Gouvernement local - "Le problème du budget est très sérieux dans notre commune. Nous avons des travaux à réaliser. Mais le gouvernement central ne nous donne pas de fonds pour les chantiers utiles aux gens. Et la municipalité n'a pas de revenus" (Un maire)

2) La terrible agonie d'un peuple

Ces témoignages reflètent la situation qui est aujourd'hui celle du peuple sud-andin. C'est le fruit des abus et des injustices semés depuis des siècles dans la région.

Nous pouvons dire que certains de ces témoignages expriment un problème séculaire: la spoliation des paysans, l'abandon et l'oubli d'un peuple toujours étranger à la minorité blanche. Mais aujourd'hui cette réalité revêt une caractéristique nouvelle qui la rend différente et dramatique: la tension extrême, la limite. L'imposition ouverte - consciente comme inconsciente - de la mort, de l'atteinte à la vie.

Les témoignages donnent la mesure de la situation du peuple sud-andin, en conséquence de la violence structurelle, dont la marginalisation et la pauvreté continuent et sont en augmentation. Les politiques agraires menées par les différents gouvernements n'ont tenu aucun compte du cri de la paysannerie et de sa noble aspiration: la terre et une aide pour investir dans la production et améliorer l'infrastructure agricole. Ces politiques n'ont parfois été qu'attitude démagogique et, toujours, que mépris notoire ou subreptice.

La nature, avec ses sécheresses, ses gelées ou ses inondations, frappe souvent la population dans ses couches les plus pauvres de la campagne et de la ville, les condamnant ainsi à vivre dans la pauvreté la plus extrême.

La hausse continue du coût de la vie a obligé les classes moyennes, surtout celles des moindres ressources, à réduire leur consommation alimentaire à des niveaux infimes, insuffisants pour le maintien de l'être humain.

En plus de cette vie de pauvreté ni voulue ni méritée, l'habitant du Sud-Andin subit la plus grande partie des dérives des agissements du Sentier lumineux. Les dirigeants, les paysans sans défense et ceux qui ne pensent pas comme lui sont la cible de ses attaques. Les dirigeants sont également victimes des poursuites et des abus des forces policières et armées qui, au lieu de combattre le terrorisme, pénètrent dans les communautés, menacent, volent, maltraitent et tuent aussi, contribuant ainsi à alourdir le climat de violence.

Il n'est pas étonnant qu'une telle situation de pauvreté et de violence armée ait des répercussions sur le comportement habituel des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants qui, sous le poids des frustrations accumulées, deviennent agressifs dans leur vie quotidienne et en restent marqués.

Le phénomène des migrations vers les mines ou les villes se renforce et crée ainsi de nouveaux problèmes économiques et sociaux, tant dans les campagnes à l'abandon que dans les milieux populaires des villes qui les accueillent. La délinquance ordinaire et le vol des troupeaux en rural deviennent un "mode d'existence", parfois synonyme de manque d'emploi; cela touche essentiellement les plus pauvres et les sans défense. La plupart du temps ces délits ne sont pas sanctionnés par les forces de l'ordre, en raison de leur complicité et de la corruption qui règne chez elles.

La peur et la désorganisation désagrègent la famille et affaiblissent l'organisation communale. Dans un tel cadre, le sort des enfants est particulièrement préoccupant, car ils en sont les victimes innocentes les plus affectées: ils ne peuvent grandir convenablement, ils sont mal nourris, ils ne sont passcolarisés, ils sont exploités dans le travail, etc. Le présent est, pour eux, fait de violence et de ténèbres. Comment peuvent-ils être l'avenir du pays, comme le proclament les gouvernements successifs?

II. Un record qui fait mal

Augmentation de la violence armée

Au cours des dernières années la violence armée s'est de plus en plus manifestée dans l'ensemble du pays. Les victimes de cette violence s'élèvent déjà à plus de 20.000. la violence atteint tout le monde sans discrimination: les civils, les insurgés, les membres des forces policières et militaires. Notre pays se range parmi les plus violents du monde.

Les responsables directs de cette violence grandissante sont les groupes d'insurgés en armes et la politique antisubversive qui entend poursuivre et accroître la militarisation du conflit, sans le complément politique et social qu'exige la situation de pauvreté et d'exclusion.

Le Parti communiste péruvien - Sentier lumineux - a réitéré à plusieurs reprises ses plans et pratiques de violence, dans le mépris total de la vie humaine. "La fin justifie les moyens" semble être son seul critère d'action. Ses partisans décident de la vie des gens sans défense du simple fait que ceux-ci exercent une responsabilité civile ou sont une autorité dans leur communauté. La même chose se produit avec les gardes, les soldats et les membres de l'armée qui, disent-ils, "représentent l'Etat ancien"; avec les dirigeants paysans dans leurs fédérations "dirigées par des révisionnistes"; ou avec toute personne ou institution qui "s'oppose à la lutte armée". Ce sont là autant de faits qui reflètent le caractère autoritaire, dogmatique et anti-populaire du projet de Sentier lumineux. Rien ne lui est plus important que la réalisation de ses objectifs. C'est pour cela qu'il impose la logique de la terreur et de la mort.

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, bien qu'il ne soit pas beaucoup présent dans notre région par des opérations armées et qu'il ait eu le souci de se démarquer du Sentier lumineux, a cependant une pratique violente et a fait des victimes, en contribuant ainsi à l'élargissement de la violence dans le pays.

De la sorte, des mesures à caractère extraordinaire sont devenues des pratiques quotidiennes et permanentes. A l'heure actuelle plus de la moitié du territoire national vit sous l'état d'urgence sous commandement militaire. L'autorité civile ne joue pas le rôle que lui reconnaissent la Constitution et le peuple, et les militaires sont compromis dans une structure de pouvoir antidémocratique.

Avec le changement de gouvernement de 1985 (1), la situation a paru changer. Mais les attentes ont été frustrées en quelques mois. Pire, les zones sous état d'urgence ont augmenté en nombre, les découvertes de fosses communes se sont multipliées et les disparitions sont devenues une pratique quotidienne. Notre pays a battu un "triste record mondial": le territoire péruvien est devenu le théâtre du nombre le plus élevé de disparitions pour ces dernières années (plus de 8.000), ainsi que l'ont constaté le Tribunal permanent des peuples réuni à Lima et la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Les opérations antisubversives ne se sont pas limitées aux aspects évoqués plus haut. Dans notre région, des opérations policières et militaires ont été menées contre des dirigeants syndicaux, principalement paysans, qui exigeaient leur droit à la terre; contre des représentants d'organisations professionnelles qui mobilisaient certains milieux de la population pour de meilleurs salaires; et contre des militants politiques et sociaux en désaccord avec l'action gouvernementale.

Les discours sur le combat contre le terrorisme "*grâce au développement économique de la région (barrage hydro-électrique de San Gabán, Camisea, San Antonio de Poto; routes de pénétration dans la forêt, etc.) et du pays, grâce aux services de renseignement et aux opérations policières et militaires*", se sont réduits en fait à ce dernier aspect. Cette pratique a aggravé la situation de violence dans le pays. C'est à ce genre de politique qu'on doit la peur et la méfiance de la population devant la présence d'éléments de la police et de l'armée; ceux-ci, pour la population, ne se différencient guère des insurgés en armes car l'effet est le même: davantage de violence et de terreur.

Il faut ajouter à cela, dans la région sud-andine, la présence de groupes paramilitaires. Ils n'ont pas été combattus avec la vigueur que la situation exigeait. Ils ont mené un certain nombre d'opérations violentes contre des dirigeants d'organisations, des hommes politiques d'opposition, des organismes de soutien de la paysannerie. L'Eglise elle-même et ses institutions n'ont pas échappé à leurs menaces et à leurs attaques à la bombe. Aucune autorité politique ou policière n'a fait preuve du moindre intérêt à enquêter sur l'action de ces groupes paramilitaires. Pour notre part, nous avons constaté que certaines organisations avaient reçu les services de la police pour "*se protéger d'éventuelles attaques de groupes armés*", mais qu'à plusieurs reprises ces services s'étaient retournés contre des communautés paysannes et contre leurs dirigeants.

C'est également un sujet de préoccupations d'apprendre que, régulièrement, les autorités politiques et policières ont neutralisé des cellules terroristes et que, peu de temps après, les personnes arrêtées sont remises en liberté. Ou bien ces personnes n'ont rien à voir avec le terrorisme, et en ce cas l'annonce est fautive; ou bien elles sont plus ou moins responsables, et leur remise en liberté est alors synonyme d'inefficacité ou de corruption policière et judiciaire.

III. Nous sommes peuple , nous sommes Eglise

1) Position de l'Eglise dans cette situation: Engagement avec les organisations populaires pour la paix, la justice et le développement de la région.

Depuis un certain nombre d'années, dans l'esprit du concile Vatican II, nous nous sommes organisés comme Eglise sud-andine. Au commencement, notre grande préoccupation a été de connaître la culture et le monde andin quéchua et aymara. Nous nous en sommes approchés avec amour et respect. Nous ne voulions pas répéter des comportements de

(1) Election du président Alán García. CP. DIAL D 1058 (NdT).

domination ou de conquête, mais être "solidaires du genre humain et de son histoire" (Gaudium et spes). Ensuite, grâce aux documents de la conférence de Medellín, nous avons appris à connaître et à approfondir la réalité complexe du monde andin ainsi que les rapports de domination et d'oppression qui pesaient sur lui (Document paix).

Cette réalité a interpellé notre tâche d'évangélisation et nous reconnaissons que nous sommes entrés dans une grande dynamique de conversion aux pauvres de la région sud-andine. Nous vivons cette étape dans la clarté, mais aussi avec des moments de doute et des ambiguïtés. Nous le reconnaissons dans l'humilité et nous rendons grâce à l'Esprit du Seigneur qui nous accompagne, nous éclaire et nous encourage.

2) Notre action

Aussi, dans la fidélité au peuple auquel nous nous devons et à la mission qui a été confiée à l'Eglise du Sud-Andin, annonçons-nous la foi au Seigneur de la vie dans les problèmes des pauvres de la campagne et de la ville.

C'est ainsi que nous avons publié notre document "Parce que nous entendons le cri des pauvres" (1977) (2) au moment des grandes manifestations pour la terre et des revendications régionales dans les montagnes du sud du Pérou, alors qu'une forte répression était déclenchée par le gouvernement.

Nous avons éprouvé le besoin de réaffirmer que nous vivons la foi et annonçons le Seigneur "en accompagnant notre peuple" (1978) (3), quand il se bat pour de meilleures conditions de vie et pour le respect de sa dignité de fils de Dieu. Nous y avons vu une cause juste et nous l'avons soutenue.

La terre, aspiration séculaire des communautés paysannes, est toujours dans l'attente d'une solution définitive. Comme nous regrettons que les instances officielles n'aient pas su accueillir les propositions et les alternatives en faveur d'une restructuration démocratique de la terre présentées par les paysans! Leur réclamation est juste et c'est une authentique proposition de paix pour la région. Nous sommes solidaires de nos frères paysans en reconnaissant "la terre, don de Dieu, droit du peuple" (1986) (4); nous y affirmons que "*la solution urgente du problème de la terre est l'étape préalable et nécessaire à l'instauration d'un climat de paix et de fraternité (...) dans le Sud-Andin*".

Quand la violence armée fit son apparition dans notre région, nous nous sommes dressés, avec les organisations populaires et avec toutes les personnes de bonne volonté, pour la rejeter et pour mettre un frein à la militarisation qui commençait, bien que la région ne fût pas sous état d'urgence. Nous avons clairement et fermement fait savoir que nous ne voulions pas voir apparaître dans notre région les crimes, les assassinats et les disparitions qui avaient cours dans les autres régions du pays. Avec le Comité de défense des droits de l'homme de Puno et les groupes de Julí, Puno et Ayaviri nous avons organisé le forum "Puno veut la paix" (1986) (5).

Nous avons voulu lancer un cri d'alarme devant la violence et la militarisation. C'est dans cette même perspective que se situe la création des "vicariats à la solidarité": pour la défense de la vie, grâce à des campagnes d'éducation aux droits de l'homme et au soutien de tout effort pour la vie et la paix.

L'accompagnement de nos frères a été pour nous l'occasion de vivre la riche expérience spirituelle d'une Eglise qui se fait peuple. Avec nos frères de la campagne et des quartiers populaires, nous avons édifié ensemble et soutenu des organisations telles que des entreprises communales; des groupes de femmes en rural et en urbain; des projets de production agropastorale, de commercialisation et de santé; des centres d'artisanat gérés par leurs membres; des cantines populaires pour faire face dans la solidarité à la crise économique et à la sécheresse. A tout cela nous avons collaboré parce que nous reconnaissons que le peuple est le premier acteur du règlement des problèmes.

[2] Texte dans DIAL 394 (NdT). [3] Texte dans DIAL D 551 (NdT). [4] Texte dans DIAL D 1182 (NdT).

[5] A la suite du mouvement national "Marche pour la vie et la paix". Cf. DIAL D 1082 (NdT).

En 1987 nous avons organisé un congrès théologique, eucharistique et marial sur le thème "Semer la vie pour récolter la paix". Ce que nous voulions c'était rassembler, à partir de ses combats pour la vie, la paix et la justice, toute l'expérience d'une Eglise qui s'est faite peuple et d'un peuple qui a pris conscience de son être ecclésial, dans l'engagement quotidien comme dans la vie et la célébration de sa foi.

En août 1989 nous avons tenu la "première semaine sociale du Sud-Andin: problématique et alternatives. On lit, dans la présentation du livre qui rassemble les travaux de ces journées: *"La réalisation de cette semaine sociale a été un jalon dans le travail pastoral de l'Eglise du Sud-Andin. Elle est le symbole du choix que nous avons fait, de notre conviction que les changements et les alternatives venant des pauvres sont viables."* La participation de représentants des milieux populaires de la campagne et de la ville, de socio-professionnels, d'agents de pastorale, des évêques et du cardinal Etchegaray, a donné à cet événement une tonalité particulière.

En fin novembre 1990, en réponse à la suggestion des paysans et des milieux populaires urbains, s'est tenue la "Première semaine sociale populaire du Sud-Andin". Cela a permis l'échange de problématiques et d'expériences, ainsi que le partage des attentes et des alternatives pour un développement régional entre les participants et entre ceux-ci et leurs organisations de base.

IV. La joie d'être témoins: les raisons de notre action ecclésiale

Au cours de cette année, notre Eglise du Sud-Andin a choisi comme slogan "Nous sommes peuple, nous sommes Eglise, pour que tous aient la vie". Comme Eglise au coeur de l'actuelle situation de crise et de violence irrationnelle, nous voulons maintenir la foi et l'espérance dans le Seigneur, ce qui est une invitation à rechercher et à défendre la vie pour tous. Comme croyants, aujourd'hui encore, nous voulons être proches de la Parole de Dieu en partant de notre histoire et de notre réalité, avec le bien comme avec le mal qu'elles comportent, en fonction de la foi et de l'espérance du peuple dans le Dieu de la vie, en vue d'un demain où nous réaliserons "le droit et la justice" pour tous.

1) Nous croyons en un Dieu père, seigneur de la vie qui n'a pas fait la mort.

La Bible nous fait connaître l'action salvatrice de Dieu qui se manifeste dans les événements de la vie. Elle nous enseigne que Dieu est père, que Dieu est amour, que Dieu est vie: la volonté du Seigneur est vie car *"il a tout créé pour que tout subsiste"*; *"Dieu n'a pas fait la mort, il ne se réjouit pas de la perte des vivants"* (Sg 1, 13-14). Cela veut dire, pour les chrétiens, que la mort prématurée ne peut être vue ni justifiée comme le prix à payer pour parvenir à certaines fins, ou comme une chose fatale et inévitable. La création, selon la Bible, est l'expression d'un Dieu amour (1 Jn 4,8). L'amour engendre la vie et nous savons que Jésus est la manifestation de l'amour de Dieu: il nous le montre comme père voulant que nous nous reconnaissons tous comme frères. Parce que nous croyons en un Dieu amour, vie et père, nous nous laissons interpeller et interroger par la situation d'aujourd'hui, là où se trouve notre frère et tel qu'il est: le plus faible, le plus pauvre, le plus oublié, celui qui est tué, enlevé ou torturé.

2) Nous croyons en Jésus-Christ qui s'est fait homme pour partager notre existence humaine, qui a prêché la paix et la justice et oeuvré pour elles, dans la solidarité avec les exclus et les plus pauvres.

Le Dieu qui est amour nous a surpris en prenant l'initiative: *"Dieu a tant aimé le monde qu'il a envoyé son propre fils"* (Jn 3,16). Et nous savons qu'il s'est fait homme dans la solidarité avec les humbles *"pour que tous aient la vie et l'aient en abondance"* (Jn 10,10). Jésus recueille le meilleur de l'expérience prophétique et annonce la présence du Royaume parmi nous: *"Ainsi parle le Seigneur: pratiquez le droit et la justice; tirez l'opprimé des mains de son oppresseur; ne maltraitez pas le migrant, l'orphelin et la veuve; n'usez pas de la violence; ne versez pas le sang innocent en*

ce lieu" (Jr 22,3). Les miracles de Jésus manifestent aussi la présence du Royaume; et il appellera bienheureux ceux qui travaillent pour la paix et ceux qui sont persécutés pour la justice (Mt 5,9-10). L'enseignement et le témoignage de Jésus sont une invitation permanente adressée à ses disciples; dans la situation actuelle, ils sont une exigence de plus grande fidélité envers lui.

3) Nous croyons en l'Esprit-Saint qui est dans le peuple et qui nous encourage tous à rendre davantage présentes dans notre société les valeurs du Royaume, c'est-à-dire la vie, la paix et la justice.

Après avoir affirmé par sa résurrection la vie contre la mort, Jésus ne nous laisse pas orphelins: il nous envoie l'Esprit-Saint (Jn 14,16-18). Sa présence en nous nous donne la force de parler et d'agir selon la volonté de Dieu. Elle nous fait nous engager à réaliser les valeurs du Royaume et à le faire au milieu de la mort qui se rend présente dans notre région par la violence structurelle, la violence terroriste et la violence répressive indiscriminée. Nous avons la responsabilité de ne pas trahir cet Esprit dont les fruits, selon saint Paul, sont "*l'amour, la joie et la paix*" (Ga 5,22), dont notre société a aujourd'hui tant besoin.

La foi en ce Dieu qui se révèle dans l'histoire de l'humanité nous aide à reconnaître aussi nos faiblesses, nos erreurs, les situations de péché existant dans l'Eglise et dans la société. C'est pourquoi:

4) Nous croyons dans notre Eglise, dans son histoire, dans son message de vie et dans son engagement à rendre le Royaume présent ici et aujourd'hui.

Nous reconnaissons que ce sens de l'Eglise, sacrement de vie, nous a conduits selon différents degrés à entendre le cri du peuple, à l'accompagner dans les bons et les mauvais moments. Etre peuple et être Eglise est pour nous l'exigence de ne pas fermer nos yeux ni boucher nos oreilles aux souffrances et aux aspirations des petites gens; d'être, à l'image du gardien d'Israël qui ne dort ni ne se repose (Ps 120), toujours en alerte pour démasquer les projets des méchants et des injustes (Ez 3,16) dont les fruits sont l'inégalité, l'exploitation, la disparition et la mort. Cela exige aussi de faire nôtres le projet de Dieu comme les projets de vie, de paix et de justice que forment toutes les personnes de bonne volonté. Ce que nous voulons c'est "*marcher en présence du Seigneur sur la terre des vivants*" (Ps 114,9) contribuer à ce que le Pérou devienne un pays de la vie, tel est l'engagement de notre Eglise dans son effort de paix et de justice.

5) Nous croyons au droit du peuple sud-andin à s'organiser pour la défense de ses droits et pour un développement régional.

C'est cette pratique que notre peuple a prônée et vécue, comme en témoigne un dirigeant paysan: "*La nécessité a fait notre union et a permis de nous organiser. Nous avons été solidaires dans les luttes pour la terre et pour la régionalisation, pour la constitution d'entreprises communales, pour des meilleurs prix de nos produits, pour la défense de nos droits.*" Le peuple sait que l'union fait la force; que la solution à ses multiples problèmes passe par l'organisation car elle permet d'exiger le respect de ses droits à de meilleures conditions d'existence; et que le respect du droit passe par le développement social et économique des régions. Croire aux gens eux-mêmes nous engage, en tant qu'Eglise, à soutenir leurs organisations et leurs justes exigences.

6) Nous croyons aux valeurs de la culture sud-andine

Ces valeurs englobent sa compréhension de Dieu, du prochain, de la nature et de l'histoire. C'est pourquoi, dans le document "*La terre, don de Dieu, droit du peuple*", nous avons pris cet engagement permanent: "*Revivifier les valeurs culturelles du monde andin: croyances, principes éthiques, sagesse, comportements, religiosité, tous éléments qui, en dépit des répressions par imposition d'autres cultures encourageant l'individualisme ou la résignation, donnent leur cohésion à ses façons de penser et d'en-*

trer avec Dieu, avec les frères et avec la nature dans des relations plus harmonieuses et plus fraternelles" (n° 59). Aussi, en tant qu'Eglise, et selon les mots de Mgr Luis Vallejos, "nous voulons entretenir l'espérance du peuple, en lui disant de continuer d'aimer sa terre, sa culture, son chant, sa langue, son style de vie, sa famille et sa région". Et nous devons rendre possible dans le Sud-Andin une patrie de tous les sangs et de tous les peuples.

V. Une grande tâche

1) Face à l'urgence sociale

Nous constatons que la crise économique aigüe annihile le pouvoir d'achat de la population salariée et de moindres ressources. Dans le Sud-Andin la situation est aggravée par les désastres naturels. Nous savons que si cette situation de marginalisation et de pauvreté continue de s'alourdir, les conditions seront de plus en plus favorables à une conquête de la population par les groupes insurgés en armes. Changer ces conditions est un défi et l'une de nos tâches. C'est pourquoi nous lançons un appel au gouvernement central et aux gouvernements régionaux.

a. Qu'ils aident la paysannerie indienne à être le moteur du développement agropastoral, de la démocratisation et des changements nécessaires dans les régions montagneuses. Cela évitera le vide du pouvoir et la montée de la violence, rendra notre pays moins dépendant des importations alimentaires et permettra à la paysannerie de la région de jouer son rôle dans la production et la commercialisation, grâce à différents types de gestion, de cogestion et de contrôle.

b. Qu'ils appliquent des ressources pour des travaux d'infrastructure agricole, menés à bien avec la participation des paysans, pour la prévention des éventuelles catastrophes climatologiques dans la région sud-andine.

c. Qu'ils favorisent une restructuration de la terre et la création d'entreprises communales. Qu'ils garantissent des prix justes pour les produits agricoles, et protégés des produits importés qui font grossièrement concurrence à la production nationale.

d. Qu'ils abrogent ou révisent le décret 009-91 AG libéralisant le marché foncier. Bien que transitoire et ayant des aspects positifs pour le littoral maritime en particulier, ce décret est à notre sens anticonstitutionnel (article 157) et inconsideré quand on parle de démocratiser les décisions. Il est également inopportun, puisque le parlement et le ministère de l'agriculture travaillent sur un projet de nouvelle loi agraire, tenant largement compte de la problématique composite du secteur rural pour ne pas uniformiser la législation. Il est évident que le décret en question défavorise les tout petits producteurs et peut être source de nouveaux litiges et conflits en rural, lesquels seraient vite mis à profit par les groupes insurgés en armes.

e. Qu'ils donnent la priorité à la création d'emplois productifs dans la région, ainsi qu'à l'amélioration des salaires dans la fonction publique et le privé, pour compenser la perte du pouvoir d'achat par l'inflation et la détérioration des conditions d'existence jusque dans les classes moyennes.

f. Qu'ils attribuent des crédits pour la construction et l'entretien des routes, pour l'électrification et l'adduction d'eau dans les villages et les milieux populaires urbains, ce qui favorisera le développement économique de la région.

2) Face à la situation politique

Nous estimons qu'il est impossible de laisser se perpétuer l'inefficacité, l'inconséquence et la corruption auxquelles nous a habitués la politique nationale, en particulier dans les dix dernières années. C'est pourquoi il est urgent de travailler à la démocratisation de la société et de faire la démonstration que la démocratie apporte à la population la justice sociale qu'elle est en droit d'attendre. Cela veut dire:

a. Favoriser la participation des organisations et groupements aux orientations de la politique économique et sociale du pays et des régions, ainsi qu'à son contrôle.

b. Renforcer la régionalisation en cours. Ce qui signifie décentraliser effectivement le pays en tous domaines, et doter les régions des ressources nécessaires.

c. Rendre possible le dialogue (qui ne soit pas de sourds), comme signe de la volonté de prise en compte des masses du pays qui ne sont pas en guerre, qui d'ailleurs n'en veulent point, et qui s'expriment à travers leurs organisations, les partis politiques et les différents groupes porteurs de leurs idées et de leurs intérêts.

d. Faire que les gouvernements régionaux, par-delà les sectarismes stériles ou les appétits de pouvoir, favorisent la participation populaire et envoient leurs meilleurs techniciens, à l'esprit de décision, à la capacité de gestion et à l'honnêteté recon nue, pour la mise en oeuvre des programmes de développement et pour la restauration chez les gens de la crédibilité gouvernementale. La lutte doit être entreprise contre la corruption et l'immoralité tant dans la fonction publique que dans le secteur privé.

e. Permettre une réelle communication entre le gouvernement régional et les forces armées, pour un vrai professionnalisme démocratique et une addition des forces en matière de développement et de pacification.

Nous estimons que tout cela peut permettre, dans le cadre d'une démocratisation voulue comme telle, un changement des esprits; un renforcement des organisations populaires à la campagne et en ville, des communautés, des gouvernements locaux et régionaux; ainsi que l'ouverture d'un dialogue constructif entre les représentants élus par le peuple pour conduire le pays sur le chemin de la justice, du développement et de la paix.

3) Face à la situation de violence

Ce n'est un secret pour personne que l'objectif de la lutte armée est de mettre à profit le malaise de la population, en particulier de la jeunesse, contrainte de vivre dans la frustration, la marginalisation et l'humiliation. Nous savons également que la stratégie antisubversive débouche sur l'affrontement avec la population devenue l'objectif de la répression. Or, la population n'est aucunement disposée à défendre un gouvernement qui mène des politiques anti-paysannes et un système qui la marginalise. Cela montre très clairement la nécessité d'un vaste effort de développement socio-économique des zones les plus pauvres du pays, comme nous l'avons déjà dit, et parmi lesquelles se range le Sud-Andin. C'est la seule façon d'éradiquer la violence politique qui ravage le pays depuis dix ans et qui contribue à la violation des droits de l'homme. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de prendre les mesures suivantes:

a. Exiger, comme chrétiens, le respect des droits de l'homme, la solidarité effective de tous ceux qui subissent les effets de la violence, et *"un vrai plan de l'Etat pour la lutte contre la violence politique dans le pays"* (67e assemblée générale de l'épiscopat péruvien).

b. Créer des commissions régionales de paix prenant en compte les problématiques et particularités régionales (sous direction du gouvernement régional et composées de représentants des différentes forces sociales favorables à la paix.

c. Créer au plan régional des lieux de dialogue dans la perspective de la "table ronde de la paix" (message de la 67e assemblée générale de l'épiscopat péruvien), pour mieux connaître la problématique régionale et pour faire des propositions de pacification, dans la confrontation d'opinions entre forces armées et policières et partis ou organisations représentatives de la population.

d. Exiger de l'armée et de la police qu'elles se soumettent à l'ordre constitutionnel et qu'elles respectent la population, puisque sa défense et sa protection sont leurs raisons d'être. Si nous réclamons pour elles de meilleures conditions d'existence et un meilleur traitement, nous exigeons que les abus, menaces, tortures et crimes qu'elles commettent soient sanctionnés conformément aux lois en vigueur.

e. Continuer d'appeler les groupes insurgés en armes à réfléchir sur le coût social de la voie qu'ils ont choisie. Bien que natifs du pays, ils ne représentent aucunement les masses et ils n'écoutent pas le cri du peuple qui veut la vie, la paix et la justice sociale. Qu'ils se demandent s'il est possible de construire un Pérou nouveau sur toutes les destructions, les morts, les pleurs et les souffrances qu'ils sèment sur leur passage.

f. Défendre le droit des personnes et organisations à la légitime défense. Celle-ci prend en particulier la forme de comités d'autodéfense qui, en coordination avec le gouvernement régional local ou communal, peuvent et doivent prendre la défense de leurs vies, de leurs organisations, de leurs droits et de leurs projets.

VI. La marche dans l'espérance

La terrible agonie qui est celle de notre peuple ne marque aucunement l'heure finale de son histoire. Ce n'est qu'une heure - non éternelle - parmi d'autres dans son existence. Selon la foi, nous savons que notre vie s'insère dans l'histoire du salut, et que cette histoire débouche sur une finale de gloire et de résurrection.

Notre foi nous incite à travailler tous ensemble dans l'union pour que cette vieille société faite de larmes, d'abus et de morts injustes, comme évocation du passé (Ap 21,4), devienne une société nouvelle, où règnent le droit et la justice pour tous (Is 65,17). Voilà le Pérou que nous voulons.

Comme les sentinelles et les prophètes bibliques guettant l'aurore (Ps 129), nous sommes dans l'espérance de cette heure nouvelle pour le Pérou où la lumière l'emporte sur les ténèbres, la justice sur l'injustice, l'amour et la solidarité sur l'égoïsme et l'individualisme, la vie sur la mort. Dans la réalisation de cette admirable tâche, nous demandons à Marie mère de l'Amérique de soutenir nos efforts pour la construction du continent de l'espérance solidaire, sur la base de la vérité, de la justice et de l'amour; de prier pour nous le Rédempteur de l'homme à l'heure de la nouvelle évangélisation, afin qu'il nous arrache au péché et à tout ce qui nous rend esclaves, et qu'il renforce le lien de la fidélité à l'Eglise et aux pasteurs qui la guident vers la réalisation du projet de Dieu (Jean-Paul II).

Jesús Mateo Calderón,
évêque de Puno

Raimundo Revoredo Ruíz,
évêque-prélat de Juli

Albano Quinn,
administrateur apostolique de Sicuani

Francisco d'Alteroche,
administrateur apostolique d'Ayaviri

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)